

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 place de la république  
28005 Chartres Cedex

Chartres, le 10/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AXEREAL**

36 Rue de la Manufacture  
CS 40639  
45160 Olivet

Références : IC250013  
Code AIOT : 0010000162

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2024 dans l'établissement AXEREAL implanté La Garenne de Tortois 13 Voie Romaine - FAINS LA FOLIE 28150 Éole-en-Beauce. L'inspection a été annoncée le 22/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXEREAL
- La Garenne de Tortois 13 Voie Romaine - FAINS LA FOLIE 28150 Éole-en-Beauce
- Code AIOT : 0010000162
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement exerce une activité de stockage et de négoce de céréales, engrais solides et

liquides et de produits phytopharmaceutiques. Il abrite également un séchoir à grains alimenté par une cuve de GPL installée au sein de l'établissement.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire statuant sur des demandes de modifications des conditions d'exploiter est en cours de procédure contradictoire lors de l'inspection. De fait, les suites données aux constats formulés lors de l'inspection du 2 décembre 2021 n'ont pas été abordées - car traitées dans le cadre du projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

L'inspection a visité, pour les points contrôlés, les extérieurs, l'étage de la tête d'élévateur E2 et celui du transporteur à bande TB1 du silo C et le bâtiment de stockage des produits phytopharmaceutiques, de semences et d'engrais conditionnés. Les autres installations n'ont pas été visitées.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
2	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
3	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, article 2 §1.6.3	Demande d'action corrective	60 jours
4	Prévention des pollutions de sols et des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, article 2 §1.2.6 et 1.2.8	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
5	Prévention des risques d'explosion - nettoyage des silos	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
6	Suivi de l'exploitant des systèmes d'aspiration et de la manutention	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Demande d'action corrective	60 jours
7	Détection de dysfonctionnements des équipements de manutention	Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, article 2 §2.4.20	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Etat des stocks - Nature des produits stockés et conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, article 2 §1.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
9	Déclaration des incidents	Code de l'environnement du 05/12/2024, article R. 512-69	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que le Responsable de site est à ce poste depuis le mois de novembre 2024. Par sondage, l'inspection a demandé à l'exploitant de présenter le plan de formation ainsi que le justificatif de formation du responsable de site aux risques particuliers liés aux silos de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables.  Document présenté par l'exploitant : Page de son logiciel d'enregistrement des formations suivies. Cette page fait état d'une formation aux risques silos le 06/04/2017.  Déclaration de l'exploitant : L'exploitant déclare que le plan de formation est à son siège, il a sollicité auprès de son siège, la périodicité de renouvellement de la formation de son personnel aux risques particuliers liés aux silos, lequel a indiqué que la périodicité de renouvellement est de 5 ans.  <b>Constats :</b>

<p><b>Plan de formation non présenté.</b></p> <p><b>Au vu du document présenté et de la déclaration de l'exploitant, absence de renouvellement de la formation du responsable de site aux risques présentés par les silos dans la périodicité de renouvellement définie par l'exploitant.</b></p> <p>Par courrier électronique du 11 décembre 2024, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une attestation de recyclage formation risque silo datée du 6 décembre 2024.</p> <p><b>Il appartient à l'exploitant de compléter sa réponse par les mesures qu'il a prises ou planifiées visant au suivi du renouvellement des formations de son personnel.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°1] formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

## N° 2 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</li> </ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Documents présentés:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport de vérification des installations électriques du 07/11/2024 établi au titre ICPE - Silos, par l'organisme de contrôle DEKRA relatif à une vérification des installations électriques du 28 au 29/10/2024.</li> <li>• Certificat Q18 établi par l'organisme de contrôle DEKRA le 07/11/2024.</li> </ul> <p>Le rapport de vérification des installations électriques précité fait état d'un écart au silo A -</p>

coffret électrique du rez-de-chaussée n°3A, il signale des conducteurs de protection (PE) raccordés sur une même borne.

Le certificat Q18 précité mentionne que l'installation électrique est susceptible de générer des risques d'incendie ou d'explosion, notamment au silo C (il signale une protection du conducteur neutre inconnue, réduite de moitié, et l'absence d'information sur son bon réglage).

L'exploitant n'a pas présenté de justificatif de levée de ces observations.

**Constat : Au vu des documents présentés, les installations électriques présentent des non-conformités susceptibles de générer des risques d'incendie et d'explosion.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 60 jours

### N° 3 : Vérification des installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, article 2 §1.6.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification des installations électriques

**Prescription contrôlée :**

[...]L'installation électrique [...] sera contrôlée annuellement par un technicien compétent [...]

**Constats :**

Documents présentés:

- Rapport de vérification des installations électriques du 07/11/2024 établi au titre ICPE - Silos, par l'organisme de contrôle DEKRA relatif à une vérification des installations électriques du 28 au 29/10/2024.
- Certificat Q18 établi par l'organisme de contrôle DEKRA le 07/11/2024.

Dans son rapport de vérification des installations électriques précité, l'organisme de contrôle des installations électriques signale que le rapport des mesures prises pour prévenir les risques liés à la protection contre la foudre n'a pas été présenté.

Dans le certificat Q18 précité, l'organisme de contrôle des installations électriques signale que la coupure totale n'a pas été autorisée par l'exploitant, et signale également l'absence d'accompagnement de l'exploitant notamment pour vérifier des dysfonctionnements de appareils différentiels à courant résiduel.

**Constat : Vérification incomplète des installations électriques (coupure totale non autorisée par l'exploitant et absence d'accompagnement signalés par l'organisme de vérification).**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°3] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations

classées un plan d'action dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 4 : Prévention des pollutions de sols et des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, article 2 §1.2.6 et 1.2.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de stockage des produits susceptibles de générer des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b>  1.2.6 - [...] Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) doivent être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.  1.2.8 - Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets directs d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique [...]
<b>Constats :</b>  <b>Constats : A proximité du bâtiment déclaré comme étant à destination du stockage des engrais vrac :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présence de sacs d'engrais sur sol nu dont un sac est éventré.</li> <li>• Traces vertes à proximité immédiate de la dalle extérieure du bâtiment.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 5 : Prévention des risques d'explosion - nettoyage des silos**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b>

Les zones visitées étaient dans un état de nettoyage dans le respect des critères du guide de l'état de l'art sur les silos, à l'exception de l'étage des têtes d'élévateurs et des éléments de bardage du silo C.

**Constat : Dépôt de poussières à l'étage des têtes d'élévateur E2 et sur le bardage du silo C.**

**Il est par ailleurs constaté la vétusté d'une canalisation de transport de céréales à l'étage des têtes d'élévateurs (présentant des traces de réparations à l'adhésif).**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 15 jours

#### **N° 6 : Suivi de l'exploitant des systèmes d'aspiration et de la manutention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

**Thème(s) :** Risques accidentels, Système de dépoussiérage

**Prescription contrôlée :**

[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. [...]

**Constats :**

Test réalisé par sondage :

Test de l'asservissement de la manutention à l'aspiration fait pour le calibreur et l'aspiration AS2 : l'exploitant coupe l'aspiration AS2 : il ne peut pas mettre en route le calibreur.

Par ailleurs, lorsque l'aspiration AS2 fonctionne : si l'exploitant met le calibreur à l'arrêt, l'aspiration continue de fonctionner.

**Pas d'observation au regard du test réalisé pour le point contrôlé par sondage.**

Constat visuel :

Une canalisation de transport de céréales à l'étage des têtes d'élévateurs est réparée à l'adhésif. Cette situation est proche d'un lieu où un dépôt de poussières a été constaté - cf. point de contrôle [PdC n°5].

Suivi de l'exploitant :

L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de présenter - cf. lettre d'annonce de l'inspection du 22 novembre 2024 :

- les enregistrements relatifs au contrôle de l'efficacité du système d'aspiration;
- les enregistrements concernant les opérations internes et externes de contrôle et de maintenance des appareils de manutention.

Documents présentés :

- Concernant le suivi et le maintien de l'efficacité du système d'aspiration : aucun enregistrement de contrôle d'efficacité du système d'aspiration n'a été présenté à



l'inspection.

L'exploitant a présenté un courriel daté du 4 décembre 2024 10:08, demandant un devis pour les silos B et C ainsi que des dates d'intervention à une entreprise prestataire. L'inspection a demandé à l'exploitant de préciser pourquoi ce courriel ne comprend pas le silo A. L'exploitant a répondu que la demande concernant le silo B comprend le silo A. Il lui appartient de s'assurer de la complétude de la prestation.

- Concernant les opérations internes et externes de contrôle et de maintenance des appareils de manutention : l'exploitant déclare que des contrôles complets sont faits avant moisson et avant et après la campagne de séchage. Il n'a pas présenté d'enregistrements des contrôles avant moisson et séchage 2024. La campagne de séchage s'est achevée la semaine qui a précédé l'inspection du 5 décembre 2024. L'exploitant déclare que le contrôle après séchage n'a pas encore été réalisé.

L'exploitant déclare réaliser par ailleurs des contrôles lors des rondes par le personnel du silo, et que ces contrôles sont consignés sur le cahier de contrôle /nettoyage. Le cahier de nettoyage a été présenté, qui fait état : le 24/10 : tour séchoir - RAS, test déport de bande E03, débouillage suite bourrage pied d'élévateur. Le 04/11 : Ronde silo. L'exploitant n'a pas présenté de traçabilité de la nature des vérifications réalisées lors de ces rondes, ni de résultat des constats réalisés.

**Constats :**

- Absence de présentation d'enregistrements de contrôle de l'efficacité des systèmes d'aspiration; et de contrôle des appareils de manutention.
- Vétusté de canalisation de transport de céréales à l'étage des têtes d'élévateurs (présentant des traces de réparations à l'adhésif).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°6] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 7 : Détection de dysfonctionnements des équipements de manutention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, article 2 §2.4.20

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositifs de détection et alarmes

**Prescription contrôlée :**

[...] Les élévateurs, transporteurs [...] sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement. Ils sont asservis au fonctionnement de l'installation et doivent être reliés à une alarme sonore et visuelle. [...]

**Constats :**

#### Tests par sondage :

L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant la réalisation des tests sur les équipements suivants, par sondage :

- Test de fonctionnement du déport de sangle - Élévateur E2, silo C : non réalisé, l'exploitant ne sait pas comment faire le test, sans son service maintenance;
- Test de fonctionnement du déport de bande - Transporteur TB1, silo C : test concluant après plusieurs tentatives (1er test : l'exploitant a actionné un câble d'arrêt d'urgence, 2e test : plusieurs sollicitations des capteurs des déports de sangle des deux côtés de la sangle avant l'arrêt du transporteur, 3e test : arrêt du transporteur après une temporisation), mais absence d'alarme sonore.

Il est demandé à l'exploitant de disposer des procédures de réalisation des tests des équipements de manutention et de vérifier la reproductibilité de la détection du déport de sangle au TB1.

**Constat : Absence d'alarme sonore au déclenchement du capteur de dysfonctionnement testé.**

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de disposer des procédures de réalisation des tests des équipements de manutention et de vérifier la reproductibilité de la détection du capteur de dysfonctionnement testé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 60 jours

#### N° 8 : Etat des stocks - Nature des produits stockés et conditions d'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, article 2 §1.1.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Respect des conditions de l'autorisation d'exploiter

##### **Prescription contrôlée :**

Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande, en tant qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Tout projet de modifications à apporter à ces installations doit être avant réalisation porté à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

##### **Constats :**

L'établissement fait l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire statuant sur des porter-à-connaissance déposés par l'exploitant relatifs à des modifications des conditions d'exploiter. Ces modifications n'ont pas été abordées en inspection, la procédure contradictoire à la signature de l'arrêté préfectoral est en cours.

Seul un état des stocks a été consulté, visant à vérifier la nature des produits stockés. Cette vérification a notamment été réalisée de façon non programmée.

Du fait d'un incendie d'engin survenu sur son établissement, alors que l'engin était stationné près d'un bâtiment à usage de stockage de produits phytopharmaceutiques, engrais conditionnés et

semences le jour de l'inspection, le bâtiment à usage de stockage précité a été visité.

L'état des stocks mentionne notamment la présence d'engrais relevant de la rubrique 4706 et la présence d'ammonitrates fort dosage 33,5 - stockages non portés à la connaissance du Préfet.

Par ailleurs, lors de la visite du bâtiment, il a été constaté que la porte séparant les zones de stockages des produits phytopharmaceutiques et les engrais était ouverte, et que des produits combustibles (semences) sont stockés à proximité des engrais ammonitrates fort dosage (à une distance de l'ordre de 40 cm).

La vérification postérieure à l'inspection fait par ailleurs apparaître une quantité de produits non vrac de plus de 500 tonnes au sein de l'établissement. La nature combustible ou non des matières n'étant pas indiquée sur l'état des stocks, ni le poids des emballages, la situation au titre de la rubrique 1510 ne peut être déterminée sur la base de l'état des stocks. Il appartient à l'exploitant de vérifier la situation de son établissement au regard des critères de classement sous la rubrique 1510, et d'exploiter selon les conditions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter dont il bénéficie.

Par courrier électronique du 11 décembre 2024, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une photo montrant l'éloignement du stockage des engrais ammonitrates fort dosage des autres stockages du bâtiment.

Par courrier électronique du 7 janvier 2025, l'exploitant déclare, en réponse à la procédure contradictoire à la signature du projet d'arrêté préfectoral complémentaire statuant sur ses demandes de modification d'exploiter, et mettant à jour le tableau de situation administrative du site, qu'aucune modification des rubriques ou des quantités n'est envisagée. Ce projet d'arrêté ne liste pas d'ammonitrate fort dosage ni d'engrais relevant de la rubrique 4706.

**Constat : Présence d'engrais relevant de la rubrique 4706 et la présence d'ammonitrates fort dosage 33,5.**

Par ailleurs, au vu des quantités de produits présentes dans ce bâtiment le jour de l'inspection, il est demandé à l'exploitant de vérifier la situation de ce dernier au regard des critères de classement sous la rubrique 1510, et de rétablir une exploitation selon les conditions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter dont il bénéficie.

S'il souhaite une modification des conditions d'exploiter, l'exploitant doit en faire la déclaration préalable auprès du Préfet avec les éléments d'appréciation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 15 jours

#### N° 9 : Déclaration des incidents

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 05/12/2024, article R. 512-69

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incidents, accidents

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

### **Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré un incendie survenu sur un engin de manutention au sein de son établissement la semaine précédant l'inspection. Cet engin était stationné à l'extérieur, à l'Est d'un bâtiment utilisé à des fins de stockage de produits conditionnés (phytopharmaceutiques, engrais, semences - cf. point de contrôle "État des stocks").

Selon l'exploitant, l'incendie a eu lieu en week-end dans la nuit du samedi ou dimanche et a conduit à l'intervention des services d'incendie et de secours et de la gendarmerie.

L'exploitant déclare que les eaux d'extinction sont allées via le réseau d'eaux pluviales vers le bassin de rétention de l'établissement. L'exploitant déclare ne pas savoir si la vanne a été fermée lors de l'incident. Il déclare par la suite que le jour de l'inspection, la vanne de sortie de ce bassin est en position fermée.

Le bassin présenté comme bassin de rétention par l'exploitant, et la vanne évoquée par l'exploitant n'apparaissent pas sur le plan d'intervention de l'établissement. Le plan d'intervention de l'établissement ne fait état que d'un bassin d'infiltration.

Au jour de l'inspection, l'exploitant n'avait pas informé l'inspection des installations classées de cet évènement.

Sur place le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de l'engin incendié, ainsi que d'hydrocarbures se dirigeant dans le caniveau de réception des eaux pluviales situé à proximité de l'engin. Sur remarque de l'inspection, l'exploitant a utilisé de l'absorbant pour limiter la poursuite de la fuite vers le réseau d'évacuation des eaux pluviales. Il a déclaré qu'il va procéder au nettoyage de l'ensemble du réseau, du bassin de rétention et au traitement des déchets générés selon des filières déchets agréées. Il lui appartient de procéder également à des analyses des eaux avant rejet vers le bassin d'infiltration.

A noter que le bassin présenté lors de la visite en qualité de bassin de rétention, comprend en son pourtour des traces de mouvements de terre récents. L'exploitant n'a pas indiqué les raisons de ces mouvements de terre.

L'exploitant n'a pas présenté de procédure de gestion des évènements susceptibles de conduire à des pollutions accidentelles pour le site.

Le plan d'intervention du 26 septembre 2024 transmis à l'inspection par courriel du 30/09/2024

montre deux réseaux reliant la zone où était présent l'engin incendié - et donc celui de départ des eaux d'extinction et où le déversement d'hydrocarbures dans le réseau a été constaté :

- l'un repéré en vert, se dirigeant vers le bassin d'infiltration ;
- l'autre repéré en bleu, se dirigeant vers la dalle longeant le bâtiment déclaré comme étant à vocation de stockage des engrais vrac.

Ce plan ne fait pas clairement mention de bassin de rétention, ne présente pas de vanne de séparation de ce bassin avec le bassin d'infiltration, ne permet pas de savoir quel réseau est celui dans lequel le déversement des hydrocarbures a été constaté (absence de légende notamment, et indications du plan non lisibles).

**Constat :**

**Incident (incendie d'engin) non déclaré à l'inspection des installations classées.**

**Constat visuel d'un déversement d'hydrocarbures vers le réseau d'eaux pluviales du site.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°9] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Il est également demandé à l'exploitant de transmettre le rapport prescrit par le code de l'environnement - article R. 512-69.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours